

Maruyama Masao. “*Le fascisme japonais (1931-1945)*”

Jean-Louis Margolin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/temoigner/11509>

ISSN : 2506-6390

Éditeur

Éditions du Centre d'études et de documentation de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

Édition imprimée

Date de publication : 10 octobre 2022

Pagination : 115-117

ISSN : 2031-4183

Référence électronique

Jean-Louis Margolin, « Maruyama Masao. “*Le fascisme japonais (1931-1945)*” », *Témoigner. Entre histoire et mémoire* [En ligne], 135 | 2022, mis en ligne le 27 avril 2023, consulté le 27 avril 2023. URL : <http://journals.openedition.org/temoigner/11509>

Ce document a été généré automatiquement le 27 avril 2023.

Tous droits réservés

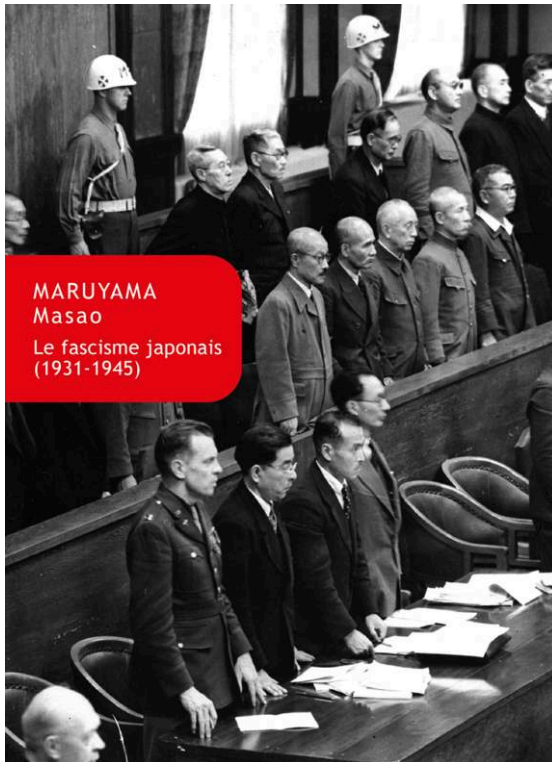
Maruyama Masao. "*Le fascisme japonais (1931-1945)*"

Jean-Louis Margolin

RÉFÉRENCE

Maruyama Masao. *Le fascisme japonais (1931-1945)*. Traduction, annotations et commentaires de Morvan Perroncel, Paris, Les Belles Lettres, 2021, 300 p.

Maruyama Masao. "Le fascisme japonais (1931-1945)"



- 1 On ne peut que se féliciter de la publication en français de l'ouvrage du grand politologue japonais Maruyama (1914-1996), qui regroupe trois articles importants écrits entre 1946 et 1949. Il en existait déjà une version anglaise, qui comprend d'ailleurs quelques autres articles¹. En outre, conformément à l'esprit de cet éditeur, longtemps connu principalement pour sa publication d'œuvres antiques, l'appareil critique accompagnant et mettant en contexte ces textes est considérable (presque surabondant : 147 pages sur 300, notes infrapaginales en sus !) et de grande qualité : chronologie, glossaire (de 78 pages), bibliographie, index, et cerise sur le gâteau, une étude serrée (51 pages) de la personne et de l'œuvre de Maruyama, qui confronte utilement ses conclusions aux considérables acquis des recherches postérieures. S'y ajoute une préface de l'historien du nazisme Johann Chapoutot, à propos de laquelle il y aura quelques mots à dire.
- 2 Perroncel le note d'emblée : pour un auteur écrivant si peu de temps après l'événement, avec si peu de sources ou d'autres réflexions à sa disposition (pour son article de 1949, il se fonda cependant largement sur les minutes du procès des criminels de guerre de rang A, conclu l'année précédente), l'étonnant n'est pas que certains aspects lui aient échappé, ou que certaines de ses assertions apparaissent fragiles, mais qu'il ait encore beaucoup à nous dire, et du plus pertinent. Au-delà du sujet précis, on a là une sorte de modèle d'histoire immédiate, où la précision dans l'exposé des faits se combine à la profondeur de la conceptualisation. Ces articles théoriques avaient aussi une portée politique immédiate : la dénonciation des mécanismes internes qui avaient conduit à la catastrophe. En effet, dans le Japon anéanti et occupé (par les Américains) de la fin des années quarante, rien ne prouvait que la profonde imprégnation militaro-impérialiste de la population ait définitivement cessé de produire ses effets délétères². C'est pourquoi Maruyama choisit alors, durablement, de soutenir le parti communiste

japonais, à l'époque force de gauche la plus dynamique, et hégémonique dans les milieux intellectuels. Pourtant, les écrits ici rassemblés marquent explicitement un refus des explications marxistes, au profit de facteurs culturels et de la sociologie fine, en termes non classistes, des milieux politiques dirigeants.

- 3 Maruyama, qui n'avait encore guère dépassé la trentaine, était fortement marqué de philosophie politique allemande, qu'il lisait dans le texte, comme beaucoup d'intellectuels de sa génération. C'est surtout après 1945 qu'il découvrit, progressivement, la sociologie politique américaine – qui finit par triompher dans son pays. Au carrefour de deux ères historiques, et de deux aires intellectuelles, il sut faire de cette confrontation une richesse, et la source principale de son originalité de pensée. Dès le premier article du recueil, « Logique et psychologie de l'ultranationalisme », il développe un point qui sera le fil rouge de sa pensée : les contradictions et dysfonctionnements qui atteignent leur paroxysme dans les années de dictature et de guerre sont pour l'essentiel présents dès l'ère Meiji (1868-1912). Pas de discontinuité temporelle forte, à la différence de l'Italie et de l'Allemagne. Les institutions et le personnel dirigeant sont largement inchangés. Quant au défaut fondamental – la confusion entre le politique et le spirituel, dans la continuité de l'« État moral » de type confucéen –, paradoxalement renforcé par la modernisation à marche forcée du pays, c'est après 1930 qu'il produit pleinement ses effets toxiques. Mais dès 1868, la centralisation administrative et l'érection de l'Empereur en sommet effectif et inattaquable de la pyramide avaient accentué la tendance au totalitarisme. Désormais, toute personne en position d'autorité pouvait se considérer comme représentant le souverain, c'est-à-dire l'ordre divin lui-même. Pendant un temps, des contre-tendances avaient masqué le phénomène : l'influence d'un Occident légaliste plus admiré que craint ; la forte personnalité de l'empereur Meiji ; et davantage encore, selon Maruyama, l'indépendance d'esprit et le prestige personnel des samouraïs victorieux de 1868, maîtres du pays pendant le demi-siècle ultérieur. Les années trente voient par contre le triomphe d'une bureaucratie civile et militaire impersonnelle, où personne n'accepte d'assumer une vraie responsabilité – le faible empereur Shôwa (Hirohito) pas davantage que les autres, puisqu'il se déclare soumis à ses Glorieux Ancêtres. Deux conséquences à cela. D'une part, le processus de décision se brouille, personne n'étant à même de proposer et d'imposer des objectifs clairs, et le plus audacieux (souvent un subordonné) créant à partir d'un fait accompli mineur les conditions de tournants politiques et militaires majeurs, le lourd appareil étatique ne pouvant ensuite paraître se déjuger. En ce sens, Maruyama s'oppose radicalement à la vision « conspirative » de la politique japonaise, au centre du procès de Tôkyô (1946-48). D'autre part, ces personnages interchangeables, qui ne font guère autre chose que protéger les intérêts de leur administration (quitte à changer totalement d'avis quand ils sont mutés dans une autre), compensent leur médiocrité par un surcroît d'autoritarisme. Celui-ci se transfère du haut vers le bas de la hiérarchie, devenant toujours davantage de la brutalité pure et simple, celle des sous-officiers sur les soldats conduisant aux violences inouïes exercées par ceux-ci sur les civils des pays occupés, pendant la guerre.
- 4 Dans le second article, « L'idéologie et les mouvements fascistes au Japon », de loin le plus long (67 pages), Maruyama développe ce paradoxe : des groupes ouvertement fascistes, virulents mais minoritaires, défaits – parfois de manière sanglante, comme en 1936 – à chacune de leurs tentatives de prise du pouvoir par la force, presque absents des urnes, et cependant à même d'imposer leur marque dès 1932, plus encore à la fin des années trente. Le fascisme sans fascistes qui en résulta progressivement crut bon

d'amadouer ou de couper l'herbe sous le pied à ces coteries qui s'adonnaient à grande échelle à l'assassinat de personnalités, et menaçaient d'autant plus l'unité de l'armée que bon nombre de jeunes officiers y étaient partie prenante. Les vaincus triomphaient donc, par personne interposée. L'autoritarisme atavique de certains chefs, l'opportunisme assoiffé de pouvoir d'autres, ainsi que la communion de tous dans le nationalisme ombrageux et l'exaltation de la grandeur du Tennô (empereur) permirent les convergences. L'influence croissante des fascismes européens et l'éblouissement devant les victoires allemandes de 1939-1941 firent le reste. La dimension plébéienne, anticapitaliste et socialisante des jeunes officiers, souvent originaires des campagnes paupérisées, ne convenait cependant pas aux sommets de l'État et de l'armée, qui la rejetèrent. Ce fut d'autant plus aisé que jamais n'apparut d'organisation fasciste de masse unifiée. Ce qui en tint lieu à partir de 1940, l'Association nationale de soutien au Trône, constituait certes un parti unique, mais par fusion (assez peu effective) des partis existants, et sous l'étroit contrôle de la bureaucratie étatique, qui finit par la dissoudre au début de 1945 dans les groupements de défense civile. Maruyama évoque malgré tout un « fascisme par en haut », « froid » par son rejet de l'exaltation des factions activistes, cependant aussi capable de grandes violences qu'elles, et partageant trois valeurs idéologiques fondamentales : familisme, agrarisme anti-urbain et panasiatisme (le Japon étant érigé en « lumière de l'Asie », appelé à la diriger). La première de ces valeurs, directement issue de la vision confucéenne du monde, supposait la fin de la lutte des classes et de la compétition entre partis. La seconde, de l'aveu même du Premier ministre Tôjô Hideki, se heurtait aux nécessités du développement industriel lourd et des vastes cités correspondantes. La troisième ne pouvait pas être durablement acceptée par les nationalismes des autres pays, à commencer par la Chine. D'où déception et instabilité maintenue, qui conduisirent en particulier au renversement de Tôjô (juillet 1944).

- 5 Le troisième article, « Le profil psychologique des dirigeants de guerre japonais », approfondit la notion de *dictature collective faible* esquissée dès 1946. L'indécision conduit à la paralysie (comme lors des ultimes négociations avec Washington), puis à des décisions irréfléchies ; le complexe d'infériorité (celle par exemple du ministre des Affaires étrangères Togo n'osant pas avouer la déclaration de guerre de 1941 à l'ambassadeur américain Grew) dégénère en agressivité ; la hiérarchie est en permanence subvertie par l'activisme de petits responsables bien placés et dotés de relais au Centre, en particulier dans les unités militaires stationnées à l'étranger. Pour Maruyama, le pouvoir se structure autour de trois groupes bien distincts : les Palanquins sacrés, au-dessous d'eux les Bureaucrates, et dans les marges les Hors-la-Loi (ou *rônin*, samourais sans maître). Tous sont en concurrence, chacun s'efforce de déloger l'autre, mais sans modifier le système : le Hors-la-Loi s'assure respectabilité et ressources financières en pénétrant dans la bureaucratie, mais il s'y assagit vite ; le Bureaucrate parvenu dans les sommets éthérés y oublie immédiatement d'où il vient.
- 6 Maruyama croit y distinguer des différences cardinales avec l'Italie et surtout l'Allemagne nazie, où des Hors-la-Loi de petite extraction se seraient installés *en tant que tels* à la tête de l'État, alors que la pyramide sociale rigide issue de Meiji n'aurait pas été subvertie. Il insiste également sur la plus grande capacité des nazis à faire correspondre leurs paroles à leurs actes, et sur leur unité de décision, dans une hiérarchie plus claire et respectée. Les recherches récentes ont pourtant largement infirmé ces caractérisations. Les nazis ont pour partie fusionné avec les élites traditionnelles, en ont repris nombre d'usages ; ils ont beaucoup menti et dissimulé

(qu'on songe à la Shoah, un impensé pour Maruyama); et l'on sait que leur administration fut fréquemment un tohu-bohu d'impulsions contradictoires. L'auteur a également été trompé par le système de défense des accusés, tant du procès du coup d'État manqué de 1936 que du tribunal militaire international de Tôkyô. Tel Eichmann à Jérusalem, tous prétendaient n'avoir agi que sur ordre, ou pour les responsables au sommet par impulsion irréfléchie, complaisance envers d'autres (de préférence décédés), et sans idéologie particulière. Morvan Perroncel montre pourtant que les conjurés de 1936 disposaient en réalité d'un projet élaboré de reconstruction politique et sociale. Plus largement, l'analyse du Japon d'avant 1945 en termes de *Sonderweg*, sans abandonner toute pertinence, doit aujourd'hui être fortement nuancée. D'un côté, au-delà du discours des penseurs libéraux ou socialistes, l'Europe fut longue à dissocier concrètement politique et religion, surtout si l'on y inclut une religion laïque comme l'ethno-nationalisme – dont la Russie n'est manifestement pas sortie. De l'autre, Maruyama exagère l'étendue de l'adhésion des Japonais au système de Meiji, également plus libéral qu'il ne le dit. Et il ne parvient pas à penser la quinzaine d'années de la « démocratie Taisho », après 1912, avec sa cohorte de gouvernements parlementaires, et sa grande ouverture sociétale au vaste monde.

- 7 La préface de Chapoutot prolonge utilement ces réflexions. Elle se débarrasse cependant un peu vite de la question centrale de l'ouvrage : l'existence d'un fascisme japonais, quoiqu'avec des caractéristiques spécifiques, largement détaillées par Maruyama. Faisant fond sur ces spécificités, le préfacier est plutôt tenté de rattacher le Japon aux dictatures national-conservatrices du type de celles de Franco, Horthy ou Pétain, voire d'en faire un objet politique à part. Il me semble au contraire avoir montré que ces spécificités, indéniables, sont en réalité moins fortes que ne le pensait Maruyama. Par conséquent, si le terme fascisme conserve une valeur générique, il doit s'appliquer au cas nippon. Ses particularités mêmes constituent un apport incontournable pour quiconque entend établir ce qu'est réellement le « noyau dur » du fascisme. On comprend ainsi qu'il ne réside ni dans un parti unique, ni dans un Chef tout-puissant, ni bien entendu dans une politique raciale développée (l'Italie mussolinienne y a longtemps échappé). Par contre, dans tous les cas, on relève une mobilisation de masse de la population, à laquelle l'individu ne peut que très difficilement se soustraire ; un dévouement total, quasi mystique, à l'État comme personnification de la nation ; et une compulsion irrésistible à l'expansion territoriale, quels que soient les dangers de guerre – celle-ci étant d'ailleurs sacralisée. Quel autre régime a-t-il jamais réuni ces trois caractéristiques ?

NOTES

1. Maruyama, Masao, *Thought and Behaviour in Modern Japanese Politics*, Londres, Oxford University Press, 1963.

2. Le départ des Américains, après le traité de paix de San Francisco (1951), fut d'ailleurs marqué par le « grand retour en arrière » : réintégration massive, y compris au gouvernement, d'anciens cadres dirigeants d'avant 1945 ; anticommunisme officiel virulent ; négation fréquente des

abominations commises. La réaction ne fut cependant que partielle, les institutions démocratiques étant préservées et l'armée impériale n'étant pas ressuscitée.